

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 25/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**THOMAS GRANULATS SARL**

11 Bd Jean Jaurès  
42160 Andrézieux-Bouthéon

Références : UID4243 MEA 025 0281  
Code AIOT : 0006101276

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement THOMAS GRANULATS SARL implanté Montclaret 42610 Saint-Georges-Haute-Ville. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THOMAS GRANULATS SARL
- Montclaret 42610 Saint-Georges-Haute-Ville
- Code AIOT : 0006101276
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière a bénéficié d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation le 20 septembre 2016 pour une durée de 30 ans. Il s'agissait d'un renouvellement des parcelles déjà autorisées ainsi que d'une extension sur environ 9,7 ha.

L'avancée de l'exploitation suit le phasage prévu dans l'arrêté préfectoral. Les garanties financières sont à jour pour la phase 2.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 29.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Accidents ou incidents	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 21	Sans objet
3	Phasage	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 18	Sans objet
4	Réaménagement	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 23	Sans objet
6	Retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
7	Tir de mine et vibration	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 32.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site est bien entretenu.

L'exploitant doit toutefois renforcer les clôtures pour empêcher les accès aux zones dangereuses et signaler, par des panneaux, les dangers de chute mortelle et de noyade.

Par ailleurs, l'exploitant doit relier son aire de ravitaillement à un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures comme prévu à l'article 29.1 de son arrêté préfectoral.

Enfin , la visite a permis de constater la présence d'un glissement de terrain; cet évènement n'a eu aucune conséquence sur la carrière mais aurait dû faire l'objet d'un rapport à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 21
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. En cours d'extraction, la pente des gradins est adaptée de manière à assurer en toute circonstance la stabilité des terrains. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale de 10 mètres. En fin d'exploitation, ces banquettes peuvent être ramenées à une largeur de 5 mètres. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 445 m NGF.
<b>Constats :</b>  Lors de la dernière inspection, il avait été constaté la présence de deux fronts de hauteur supérieure à 15 mètres ; ce constat avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 27 décembre 2022. Pour répondre à cette mise en demeure, l'exploitant avait transmis un plan d'action : création d'un 3ème palier à la côte 530 et de ramener l'autre front à 15 mètres de hauteur maximale par rabotage à la pelleteuse et, si nécessaire, avec un tir de mine.  Le dernier plan d'exploitation (état des lieux aux 3/12/2024) permet de voir l'évolution du front situé à l'est entre les côtes 518 et 532 m NGF. La hauteur du front augmente à l'approche de la plateforme de traitement des matériaux, ce qui correspond, dans les plans de remise en état, à un talus de grande hauteur de pente 1/1. La création du 3ème palier sur la face sud est constaté sur le site. En revanche ces travaux ne sont pas visibles sur le plan d'exploitation de décembre 2024.  Les travaux réalisés permettent de répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture et barrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.

Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation et de toute autre zone dangereuse.

Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.

Les bassins de décantation seront interdits par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, ligne de vie...) seront disponibles à proximité.

#### **Constats :**

Lors de la dernière inspection, l'inspection avait demandé de rajouter des panneaux indiquant le danger.

Par ailleurs, le compte-rendu de la commission locale d'information indique l'intrusion de personnes sur le site qui ont utilisé le plan d'eau comme lieu de baignade.

Outre l'entrée de la carrière, deux chemins piétonniers permettant d'accéder au sommet de la carrière. Un des chemins est constamment clôturé par un portail et présente une pente abrupte pour l'accès au sommet de la carrière.

L'autre chemin est celui créé pour l'accès à l'observatoire géologique. Les portails disposés au niveau de ce chemin ne sont fermés que lors des tirs de mine. Sinon, ils sont ouverts pour permettre l'accès à une plateforme dominant la carrière qui est elle-même clôturée par une barrière 3 fils.

Cette barrière est facilement franchissable. On note le jour de l'inspection qu'un des fils acier a été coupé. On constate également la présence de quelques panneaux indiquant l'interdiction du chantier mais aucun panneau indiquant les dangers (risque mortel de chute, risque de noyade).

Il est probable que cet accès soit le plus utilisé pour pénétrer illégalement sur la carrière.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Améliorer la clôture de part et d'autre du portail d'entrée de la carrière,
- Remplacer la clôture au niveau de la plateforme de l'observatoire géologique par une clôture fixe, solide et suffisamment haute. Si un portail est nécessaire, il devra être constamment fermé.
- Installer des panneaux sur tous les accès de la carrière pour indiquer le danger.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 3 : Phasage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 18

**Thème(s) :** Autre, Phasage

#### **Prescription contrôlée :**

Le phasage d'exploitation (cf. plan de phasage annexé au présent arrêté) doit être

scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire.

Chaque phase correspond à une durée de 5 ans.

L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.

	Exploitation	Remise en état / Intégration paysagère
Phase 1 (2016 à 2021)	Exploitation de la zone nord-ouest jusqu'à la cote 490 m NGF	Terrassement de la nouvelle plate-forme Déplacement des installations à la cote 510 m NGF
Phase 2 (2021 à 2026)	Agrandissement de la zone d'extraction en partie sud-ouest, jusqu'à la cote 490 m NGF	Remise en état coordonné du talus ouest (confection du merlon)
Phase 3 (2026 à 2031)	Poursuite de l'agrandissement du carreau par recul des fronts vers l'est. Carreau maintenu à la cote 490 m NGF	Remise en état coordonné du talus ouest (confection du merlon)
Phase 4 (2031 à 2036)	Recul des fronts jusqu'en limite est et agrandissement du carreau. Carreau maintenu à la cote 490 m NGF	Remise en état coordonné du talus ouest et du talus sud-est
Phase 5 (2036 à 2041)	Approfondissement du carreau à la cote 460 m NGF	Remise en état coordonné des talus ouest, nord-est et est
Phase 6 (2041 à 2046)	Approfondissement du carreau à la cote 445 m NGF	Remise en état des fronts résiduels et du carreau

#### Constats :

Lors de la dernière inspection : normalement exploitation en phase 2 (2021 à 2026) : exploitation en avance sur partie ouest (talus déjà finalisé) mais en retard côté est (ensemble des fronts pas encore raccordé comme sur plan de phase quinquennale n°1)

Sur les 3 dernières années, l'exploitation s'est poursuivie sur les fronts. Le carreau est resté à la côte 493.

Il y a désormais 5 fronts aux côtes 505, 520, 530/532, 545 et 563

A fin 2026, les fronts résiduels au-dessus de la côte 563 doivent être exploités pour former une grande plateforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Réaménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 23
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réaménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et doit être terminée au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation.
<b>Constats :</b>  Le talus ouest présente 2 parties : la partie la plus à l'ouest est en position définitive. La mise en forme du talus ouest, sur sa partie la plus au nord, s'est poursuivie par un talutage avec des stériles d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 29.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un débourbeur-séparateur à hydrocarbures. Les eaux ainsi traitées sont dirigées vers un réseau d'épandage.  Le débourbeur-séparateur à hydrocarbures doit faire l'objet d'un entretien régulier.  En cas d'intervention exceptionnelle sur les engins dans le site d'excavation, des bacs de rétention mobiles de capacité suffisante sont mis en place.  Le ravitaillement des engins de chantiers sur chenilles est réalisé à partir d'un engin ravitailleur équipé d'un pistolet anti-débordement et au-dessus d'un bac de rétention mobile.  Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.  Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à

250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Lors d'un stockage en extérieur, des dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau de pluie ne puisse s'accumuler et rendre inefficace la rétention.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. Il forme ses personnels à la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement.

Un kit de dépollution d'une forte capacité d'absorption (200 à 400 litres) est présent dans l'atelier.

Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

## **Constats :**

### Ravitaillement :

Le ravitaillement des engins et l'entretien sont réalisés dans un hangar sur dalle béton.

Il n'y a aucun dispositif de récupération des écoulements, ni débourbeur-séparateur d'hydrocarbures.

Le ravitaillement des engins sur chenille est réalisé directement sur site. Selon les affirmations de l'exploitant, les engins sont équipés de pistolet anti-débordement. En revanche, l'exploitant ne dispose de bac de rétention mobile.

### Stockage :

Les produits sont tous stockés à l'abri, dans le hangar. Ils sont disposés sur des bacs de rétention suffisamment dimensionnés.

Concernant les petits contenants : le plus grand bac de rétention présente un volume de 1050 litres (dimensions : 140\*250\*30 cm) pour un volume stocké d'environ 1200 litres.

Concernant les cuves : les cuves de GNR sont double-peau et la cuve d'AD Blue est stockée sur un bac de rétention.



Au niveau d'une cuve de GNR, positionnée sur une dalle surélevée, le sol est souillé et on observe une couche d'absorbant. L'exploitant explique qu'un épanchement accidentel a eu lieu lors d'un remplissage. L'épanchement était limité et facilement contenu avec l'absorbant. Seul la dalle surélevée, à l'aplomb de la cuve, est souillée ; le reste du local est parfaitement propre.

Produits absorbants :

Les engins sont tous équipés d'un kit absorbant (boudins et feuilles).

Le hangar dispose de 6 sacs de 25 kg d'absorbants et un fût estimé à 50 kg.

Consigne :

L'exploitant a pu présenter une consigne sur la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

Étiquetage :

La plupart des fûts et bidons portent l'étiquetage réglementaire. On note toutefois la présence d'un fût bleu réutilisé sans étiquetage.

Fiche de données de sécurité :

Les FDS sont disponibles sur site. Toutefois la vérification d'une FDS (Huile Q8 Formula Truck 7000 10W40) porte une date de révision obsolète (23/01/2000)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Mettre en place un point bas relié à un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures,
- Nettoyer la dalle au niveau de la cuve de GNR et éliminer l'absorbant souillé dans une filière adaptée,
- Vérifier et compléter l'étiquetage de tous les fûts et bidons stockés,
- Vérifier et remplacer les FDS obsolètes.

**Rappel réglementaire concernant les FDS :**

La fiche de données de sécurité (FDS) est l'outil essentiel pour la transmission d'information sur la chaîne de distribution des produits chimiques dangereux (avec pictogramme).

L'annexe II du règlement REACH a été modifiée par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS).

Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021. Il prévoit une période de transition jusqu'au 31 décembre 2022 pendant laquelle 2 formats de FDS peuvent être fournis.

Depuis le 1er janvier 2023 :

- les FDS révisées avant le 1er janvier 2021 sont obsolètes et l'exploitant doit contacter son fournisseur pour obtenir rapidement la mise à jour,
- les FDS révisées après le 1er janvier 2023 doivent toutes être conformes au règlement (UE) n°2020/878,
- pour les FDS révisées entre le 1er janvier 2021 et le 1er janvier 2023, l'exploitant doit pouvoir justifier que la FDS est conforme.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan de surveillance comprend :- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente inspection, il avait été constaté la mise en place du plan de surveillance et la mise en œuvre des 4 premières campagnes de prélèvements et mesures (réalisées en 2022).  L'exploitant a ensuite transmis les résultats des 4 campagnes réalisées en 2023 (janvier, avril, juillet et novembre) ainsi qu'un bilan établi par le BE (ITGA).  Conformément aux dispositions de l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, l'exploitant est passé à une surveillance semestrielle.  L'exploitant a été en mesure de fournir les résultats des 2 mesures réalisées en 2025. Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Tir de mine et vibration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 32.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tir de mine et vibration
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. Le matériel utilisé doit permettre de limiter les effets des tirs (détonateurs micro-retards).</p> <p>L'exploitant définit des plans de tirs adaptés.</p> <p>Les tirs de mines sont interdits en période nocturne.</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>Les tirs de mine ne doivent pas générer un niveau de pression acoustique de crête supérieur à 125 décibels linéaires.</p> <p>Le respect des valeurs limite ci-dessus est vérifié dans un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté par un organisme indépendant et compétent.</p> <p>Le choix de l'organisme chargé des mesures et de l'emplacement des points de mesure sera soumis à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, tous les 3 ans.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant transmet les plans de tir prévisionnels.</p> <p>Une vérification de la cohérence entre les plans de tirs reçus et les données du registre a été faite pour les tirs des 21/03 et 18/07/2025.</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre informatisé fourni par Maxam. Quelques informations du registre sont peu explicites comme celles concernant le fournisseur et la quantité ; par ailleurs, le registre n'indique pas l'heure du tir.</p> <p>Le registre n'est pas auto-portant mais on retrouve les informations précises relatives aux quantités livrées et quantités utilisées sur les bons de livraison.</p> <p>Les quantités utilisées d'explosifs et de détonateurs respectent l'AP UDR du 1<sup>er</sup> mars 2023.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de fournir les résultats de mesures de vibrations effectuées sur les tirs des 3/11/2021, 28/03/2023 et 18/11/2025. Seul le tir du 3/11/2021 a déclenché le sismographe avec</p>

des résultats largement inférieurs à la valeur limite de 10 mm/s pour les vibrations et une surpression aérienne de 105 dB pour une valeur limite de 125 dB.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Accidents ou incidents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration d'accidents ou d'incidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais.

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. Il communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection n'a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions prévues par le code du travail.

**Constats :**

Un glissement de terrain a eu lieu dans la carrière, un jour de fermeture.  
Cet évènement n'a eu aucune conséquence sur le site mais nécessite de prendre des précautions pour la poursuite de l'exploitation au-dessus de la zone concernée.  
Cet évènement aurait dû faire l'objet d'une déclaration conformément aux dispositions de l'article 12.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder à la déclaration prévue. Elle consiste à expliquer les causes du phénomène, les conséquences et les mesures à prendre pour la poursuite de l'exploitation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois